

70.30.02 MAEC PRM (Protection des Races Menacées) avicoles

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Engagements en matière d'environnement et de climat et autres engagements en matière de gestion
Base réglementaire : article du PSN	Article 70
Intitulé dispositif régional NAQ	MAEC PRM (Protection des Races Menacées) avicoles
Indicateurs de résultats associés	<u>R.32 Investissements liés à la biodiversité dans les exploitations agricoles : nombre d'exploitations agricoles recevant une aide pour des investissements contribuant à la biodiversité</u>
Indicateurs de réalisation associés	O.19 Nombre d'opérations ou d'unités en faveur des ressources génétiques
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Les enjeux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protéger la biodiversité génétique du cheptel français, - Favoriser l'adaptation au changement climatique, - Réduire les risques naturels et/ou sanitaires <p>Cette intervention cible les élevages d'animaux appartenant à des races locales menacées d'abandon par l'agriculture et répond ainsi au besoin de conservation de la biodiversité.</p> <p>Le cahier des charges de la mesure PRM avicoles est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Détenir de façon permanente un cheptel reproducteur - Respecter un nombre minimal d'animaux nés à partir du cheptel reproducteur sur la période d'engagement - Assurer la connaissance et la traçabilité du cheptel de reproducteurs inscrit à l'inventaire de la race - Tenir un cahier d'enregistrement dont les modalités seront précisées dans le cahier des charges <p>Des précisions seront apportées dans le cahier des charges du dispositif.</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	Octobre 2024
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<p>Le bénéficiaire est une association ou une structure collective propriétaire de reproducteurs d'au moins une race locale avicole menacée d'abandon par l'agriculture.</p> <p>Le bénéficiaire doit être propriétaire d'un ou de plusieurs cheptels de reproducteurs en race pure.</p> <p>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges</p>

	des appels à projets.
Conditions d'éligibilité-Animaux	<p>Animaux éligibles : Les races éligibles sont celles de la liste des races menacées établie au niveau national par l'INRAE et précisées dans le cahier des charges du dispositif.</p> <p>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges.</p>
Coûts éligibles	Montant forfaitaire
Inéligibilités	Races hors liste des races menacées établie au niveau national par l'INRAE
Eligibilité temporelle des dépenses	Non concernée
Eligibilité géographique	Le siège social du bénéficiaire doit être localisé sur le territoire de l'autorité régionale.
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Aucune autre aide régionale ou nationale ne soutient les actions décrites dans cette fiche, il n'y a pas de risque de double financement.
Ligne de partage FESI	Aucune autre aide de ce type n'existe au titre des FESI, donc il n'y a aucun risque de double financement.
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de sélection	Non concernée
Fonctionnement du dispositif	Au fil de l'eau Contrat d'une durée d'un an à compter du dépôt de la demande d'aide
Bonifications éventuelles	Non concerné
Montants et taux maximum d'aide publique	Montant forfaitaire de 18 648 €/race/an
4. Nature et montant de l'aide	
Taux de cofinancement FEADER	80%
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Région
5. Calcul du montant de l'aide	
Plancher (en dépenses éligibles)	Montant forfaitaire
Plafonds (en dépenses éligibles)	Montant forfaitaire
Modalités de versement	Un seul paiement (solde).
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	Non <u>Oui</u>
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Non
Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'Article 42 du TFUE
Maintien des dépenses	Non concerné